

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 37/005/2006 – ÉFAI

Londres, le 14 août 2006

AU 219/06

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

HONDURAS Jessica García (f), responsable communautaire et militante des droits humains ainsi que les membres de la communauté garifuna de San Juan Tela

personne tuée : Mirna Isabel Santos Thomas (f), 19 ans

Jessica García, responsable communautaire d'un groupe de Garifuna, peuple d'origine africaine, dans le village de San Juan Tela (département d'Atlántida, dans le nord du Honduras), a été forcée, sous la menace d'une arme, à signer un document par lequel elle céda à une société immobilière un territoire appartenant à sa communauté. Jessica García et d'autres responsables et membres de la communauté garifuna de San Juan Tela sont en danger, car la société tente toujours de s'approprier ces terres.

Jessica García est la cible d'une campagne de harcèlement visant manifestement à la pousser à céder des terres occupées par les Garifuna depuis plusieurs générations à une société immobilière, qui a le projet d'en faire une station touristique.

À plusieurs reprises en mars, des agents de sécurité travaillant pour le compte de cette société se seraient présentés chez elle et l'auraient menacée ; craignant pour la sécurité de ses enfants, Jessica García a fini par les envoyer vivre ailleurs. Le 22 juin, un inconnu l'a abordée et lui aurait proposé de l'argent en échange de sa signature sur un document attribuant la propriété de terres de sa communauté au propriétaire de la société immobilière. Face à son refus, l'homme a menacé de la tuer, elle et ses enfants, et a sorti une arme à feu. Jessica García a signé, mais l'on peut craindre de nouvelles menaces à son encontre étant donné que la société immobilière cherche à s'approprier davantage de terres de sa communauté.

Il y a d'autant plus lieu de s'inquiéter depuis l'enlèvement et le meurtre, le 6 août dernier, de Mirna Isabel Santos Thomas, dix-neuf ans, membre de la communauté garifuna de San Juan Tela. Elle aurait été enlevée chez elle par un groupe d'hommes aux visages masqués et armés de fusils d'assaut de type AK-47. On a retrouvé son corps sur le bord d'une route près de son village. Personne n'a été arrêté à ce jour pour l'enlèvement et le meurtre de la jeune femme.

Le 7 juillet, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a appelé les autorités honduriennes à mettre en place des mesures de protection en faveur de la communauté garifuna de San Juan Tela, notamment en faveur de Jessica García. Selon les informations reçues, elles n'ont rien fait pour garantir la sécurité de ces personnes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Honduras, cela fait des années que les groupes indigènes comme la communauté garifuna, d'origine africaine, se battent pour le respect de leurs droits sur les terres qu'ils occupent depuis plusieurs générations. Les ressources naturelles présentes sur le territoire, notamment le bois, sont exploitées par des entreprises nationales et internationales. Les terres occupées par les Garifuna sont convoitées par des sociétés qui veulent en faire des complexes touristiques, ce qui nuirait aux traditions, à la culture et au mode de vie de ce peuple, ainsi qu'à l'environnement dans lequel il vit, et risquerait de causer leur destruction. Le projet de construction d'un complexe touristique doté d'un terrain de golf 18 trous sur les terres garifuna est perçu comme un danger pour l'environnement, et puiserait de manière conséquente dans les réserves locales d'eau.

Le 25 février 2006, Epon Andrés Castillo et Gino Eligio López, deux jeunes membres de la communauté garifuna, auraient été arrêtés par des membres des forces de sécurité dans une ville voisine. On a retrouvé leurs corps le lendemain. Trois représentants des forces de l'ordre ont été inculpés à la suite de leur

homicide ; ils n'ont cependant pas encore été jugés à ce jour. On est toujours dans l'attente de la publication du rapport d'expertise médico-légale sur les causes de leur mort.

En novembre 2005, la maison de Wilfredo Guerrero a été détruite dans un incendie volontaire. Ce défenseur des droits humains et responsable de la communauté de San Juan Tela s'était opposé à l'acquisition de terres garifuna par des entreprises. Tous ses biens ont été détruits, de même que des documents concernant la communauté.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous gravement préoccupé par la sécurité de Jessica García et d'autres membres de la communauté garifuna de San Juan ;
- priez les autorités de mettre immédiatement en œuvre les mesures de protection demandées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme en vue de garantir la sécurité de la communauté garifuna de San Juan ;
- demandez qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur les menaces et le harcèlement dont ont fait l'objet Jessica García et d'autres membres de la communauté de San Juan Tela, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- demandez qu'une enquête approfondie et impartiale soit menée dans les plus brefs délais sur l'enlèvement et le meurtre de Mirna Isabel Santos Thomas, que les conclusions en soient rendues publiques et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener celles-ci sans restriction ni crainte de représailles ;
- engagez instamment les autorités à prendre des mesures immédiates pour faire cesser les tentatives d'intimidation visant les populations indigènes.

APPELS À :

Président de la République du Honduras :

Manuel Zelaya

Presidente de la República de Honduras

Casa Presidencial

Boulevard Juan Pablo Segundo

Palacio José Cecilio del Valle

Tegucigalpa, Honduras

Fax : + 504 235 7700

Formule d'appel : *Señor Presidente, / Monsieur le Président,*

Ministre de la Sécurité :

General (R) Alvaro Romero

Ministerio de Seguridad Pública

Cuartel Casa Mata

Tegucigalpa, Honduras

Fax : + 504 220 4352

Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Procureur spécial chargé des questions ethniques :

Licda Jany del Cid

Fiscal Especial de las Etnias

Edificio Castillo Pujol, 4a Avda, Colonia Palmira, Boulevard Morazán, Tegucigalpa, Honduras

Fax : + 504 221 3099

Association locale œuvrant en faveur de la communauté garifuna :

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

Bo. Independencia, esquina opuesta Escuela Luis Landa.

La Ceiba, Atlántida. Apt. 341, Honduras

Fax : + 504 443 2492

Courriers électroniques : patronato_durugubuty@yahoo.com

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 25 SEPTEMBRE 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*